



La naissance de l'APAD et le prisme orstomien

Une « histoire croisée » (années 1960-années 1990)

Jean-Pierre Chauveau*

L'histoire croisée de l'anthropologie du développement à l'ORSTOM et à l'APAD s'inscrit dans deux temporalités, selon le regard qu'on lui porte. Celui du récit fondateur de l'APAD comme réseau « pionnier et polarisateur » fait apparaître les recherches effectuées à l'ORSTOM durant la vingtaine d'années précédant la création de l'APAD comme un élément parmi d'autres de la préhistoire de l'APAD, dans le contexte militant des études de développement au tournant des années 1980-1990. Vu sous le « prisme orstomien », le projet APAD s'inscrit dans un courant intellectuel ancien à l'ORSTOM, où il est cependant soumis au fonctionnement institutionnel d'un organisme public. La contribution esquisse l'histoire institutionnelle de ce champ de recherche à l'ORSTOM et son enrôlement politique au gré des politiques scientifiques et de la vie des équipes et des réseaux internes. Lorsque l'APAD fut créée en 1991 avec la participation de chercheur-es de l'ORSTOM, l'anthropologie du développement se trouvait affaiblie par la succession de réformes politisées et par des dissensions internes vis-à-vis de ce champ de recherche. Par la suite, les réformes de l'ORSTOM (devenu IRD) se poursuivant, l'anthropologie du développement n'apparaîtra plus comme un enjeu spécifique dans les sciences sociales à l'IRD. L'APAD en assurera alors la promotion, endossant pleinement son rôle de pôle mobilisateur.

The intersecting history of development anthropology at ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer) and APAD unfolds in two different temporalities, depending on the viewpoint one chooses. The founding narrative of APAD as a "pioneering and polarizing" network takes the research conducted at ORSTOM during the twenty years preceding the creation of APAD back to the prehistory of APAD, as one element among others, in the militant context of development studies of the late 1980s and 1990s. Seen through an "Orstomian lens", the APAD project is part of an old intellectual stream at ORSTOM, where it was shaped by the institutional functioning of a public organization. The contribution outlines the institutional history of this research field at ORSTOM and its moving political enrolments in scientific policies and the life of research teams and internal networks. When APAD was created in 1991 with the participation of ORSTOM researchers, development anthropology was weakened in this institute by a succession of politicized reforms and by internal tensions regarding this field of research. Subsequently, as the reforms of ORSTOM (now IRD, Institut de recherche pour le développement) continued, development anthropology no longer appeared as a specific issue in the social sciences at IRD. APAD then promoted it, fully assuming its role as a mobilizing pole.

* Directeur de recherche émérite, IRD ; jean-pierre.chauveau@ird.fr

De l'endo-histoire à la co-construction de l'APAD : le prisme orstomien

La place de l'ORSTOM¹ et des travaux de ses chercheur-es dans la dynamique de création (en 1991) de l'APAD, thème sur lequel j'ai été invité à donner mon point de vue à l'occasion du trentième anniversaire de notre association, peut sembler être une évidence pour ses membres les plus anciens. Elle a été d'ailleurs rappelée par Jean-Pierre Olivier de Sardan dès avant la création de l'APAD (Olivier de Sardan, 1985), puis régulièrement par la suite (Olivier de Sardan, 1991, 1995 et 2007, où il évoque « le rôle pionnier des chercheurs de l'ORSTOM ») à propos de ce qu'il qualifiait de « préhistoire de l'APAD² ». Dans cette préhistoire, l'ORSTOM occupe une place équivalente, même si elle est davantage soulignée, que les divers organismes dont sont issu-es les chercheur-es, « venus d'horizons différents », qui ont contribué, dans un contexte intellectuel favorable, à l'émergence progressive d'un « collège invisible » qui, avec le manque ressenti d'une arène de débats autour des problèmes de changement social et de développement en Afrique, est devenu l'APAD. Dans ce récit reconstitué d'après l'éditorial du premier *Bulletin de l'APAD* (Olivier de Sardan, 1991 : 1), la référence aux « horizons différents » des participants annonce la vocation polarisatrice de l'entreprise apadienne, sans avoir à s'attarder outre mesure sur les acquis qui lui préexistaient.

Le caractère endocentré du récit de la naissance de l'APAD se justifiait pleinement à ce stade de la formation de notre association, dans un contexte de mobilisation intellectuelle innovant et gratifiant. Cette endo-histoire induit néanmoins une lecture finaliste, téléologique, du processus d'émergence de l'APAD. Pris au pied de la lettre, le prisme strictement apadien de la naissance de l'APAD présente les recherches et les débats antérieurs ou parallèles au réseau apadien comme des préliminaires, encore sommaires, à la constitution d'un courant de recherche cohérent. Aussi, dix-sept années après la création de l'APAD, Thomas Bierschenk devait-il rappeler que l'anthropologie du développement « a précédé de beaucoup la naissance de l'APAD et s'est poursuivie parallèlement à son existence. [...] Observer ce qui se passait à ce moment-là, également en dehors de, et en parallèle à l'APAD, nous aide à mieux comprendre comment ses conditions particulières de création ont conféré à l'APAD ses caractéristiques spécifiques, durables » (Bierschenk, 2008 : 1). Par conséquent, plutôt que de dresser un improbable catalogue des apports et des influences attribués à la nébuleuse apadienne et à un organisme labyrinthique comme l'ORSTOM, l'objectif de ma contribution va consister à compléter cette endo-histoire par un regard plus distancié intégrant les dynamiques externes à notre association (circonsrites ici aux influences ou aux affinités relevant de

¹ L'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer), établissement de recherche public, a pris son nom actuel d'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (IRD) en 1984. J'utiliserai le seul sigle ORSTOM dans le reste de ma contribution, qui correspond à la période couverte par mon investigation.

² Hormis plus tardivement Thomas Bierschenk, Olivier de Sardan est le seul des promoteurs de l'APAD à avoir décrit « à chaud » la dynamique intellectuelle à la base de la création de l'APAD. Les contributions réunies autour de l'œuvre de J.-P. Olivier de Sardan (Bierschenk *et al.*, 2007) apportent des éclairages complémentaires sur l'histoire des débuts de l'APAD.

l'ORSTOM) dans la co-construction de l'APAD et, plus généralement, de l'histoire complexe et quelquefois polémique de l'anthropologie du développement en France. Du coup, l'objet de ce travail va consister à relire l'histoire des débuts de l'APAD en adoptant un « regard orstomien » ou, dit autrement, à opérer un décentrement heuristique de l'histoire de l'APAD en l'examinant sous le prisme de son « histoire croisée » avec l'ORSTOM.

Le choix de l'ORSTOM comme « poste d'observation » décalé de l'histoire de l'APAD est d'autant plus approprié qu'il est, avec le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agro-économique pour le développement), le seul organisme public français de recherche entièrement dédié, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, au développement des pays du Sud, notamment en Afrique³. Il est depuis lors à la fois l'arène et l'observatoire privilégiés de débats autour des rapports entre développement, politique, sciences sociales, recherche fondamentale et recherche appliquée – et cela bien avant que l'APAD ne propose ses propres conceptions en la matière. Le « prisme orstomien », que je définis comme « l'air de famille » partagé par un certain nombre de travaux en sciences sociales menés à l'ORSTOM dans le champ des études sur le développement, s'avère donc tout indiqué pour contextualiser l'histoire de l'APAD, et plus largement celle de la « socio-anthropologie du développement au sens large⁴ » qui se dessinait au tournant des années 1980 et 1990.

Trois propositions étayaient mon argument. Faute de place, je ne pourrai les développer qu'inégalement, renvoyant à Chauveau (à paraître)⁵ pour plus de détails.

1) La caractérisation et l'historique du style de recherche partagé par ces travaux montrent qu'une approche en forte affinité avec le futur agenda de l'APAD s'est progressivement affirmée à l'ORSTOM à partir des années 1960. Cette proposition repose sur un examen attentif des travaux en question et de leur évolution dans le temps au sein de recherches diversifiées (Chauveau, à paraître). Je ne peux ici en reprendre que les principaux résultats.

2) Cette dynamique intellectuelle s'est enclenchée dans un contexte institutionnel et collectif mouvant qui a eu des effets importants sur la trajectoire de l'anthropologie du développement à l'ORSTOM. L'appartenance à telle équipe, tel programme thématique ou telle discipline des sciences humaines, l'affectation dans les pays où l'ORSTOM

³ Le poids de l'Afrique dans les recherches de l'ORSTOM a été un marqueur de la dimension géopolitique de l'institut.

⁴ J'utilise cette expression d'Olivier de Sardan pour qualifier l'approche transversale aux différentes sciences sociales « qui s'inspire de l'anthropologie dans l'acceptation la moins corporatiste possible et concernée par les problèmes de changement social et de développement » (Olivier de Sardan, 1991 : 1).

⁵ « Une histoire intellectuelle et institutionnelle de la socio-anthropologie du développement à l'ORSTOM ». Une telle histoire n'a pas encore été écrite. L'article de Schmitz (1991) ne saurait en tenir lieu. Olivier de Sardan évoque à de nombreuses reprises des travaux de l'ORSTOM qu'il situe dans la « préhistoire de l'APAD », sans toutefois les replacer dans leur contexte institutionnel et collectif. Cette publication se focalisera sur la production orstomienne en tant que telle dans le champ de l'anthropologie du développement, au-delà de la période délimitée par la création de l'APAD.

intervenait, les politiques scientifiques impulsées par les institutions et leurs tutelles, les marges de manœuvre des chercheur·es vis-à-vis de la gestion administrative de la vie scientifique ont été des paramètres qui ont fortement influé, autant que les idées, sur les conditions de recherche et d'action collective des chercheur·es pour créer des espaces de débats et d'échanges. Dans un organisme de recherche public tel que l'ORSTOM, la reconstitution de l'histoire institutionnelle des sciences humaines doit nécessairement compléter l'histoire des idées et les « états de la question », se référant généralement à des chercheurs particuliers. Je renvoie également à Chauveau (à paraître) pour une démonstration détaillée.

3) Ce facteur institutionnel eut un impact particulièrement décisif dans la période allant des années 1980 au début des années 1990, durant laquelle l'imbrication de la dynamique intellectuelle récente de l'APAD et de la dynamique ancienne à l'ORSTOM s'accompagna de l'enrôlement de l'anthropologie du développement dans les jeux politiques et les dissensions internes au sein des équipes et des réseaux internes à l'ORSTOM. C'est sur cette phase peu connue, au caractère polémique affirmé, que cette contribution apporte le plus d'éléments nouveaux, sans pouvoir entrer dans le détail des réformes de l'ORSTOM-IRD postérieures à celles mises en place entre 1982 et 1987.

Avant l'APAD : la maturation interdisciplinaire d'une anthropologie du développement diversifiée à l'ORSTOM

Durant la période allant des années 1960 au début des années 1980, les bases d'une anthropologie du développement innovante furent établies dans les « sciences humaines » de l'ORSTOM⁶, dans un contexte institutionnel conservateur et protégé. Celui-ci était marqué par : 1) la transition progressive d'une politique de coopération scientifique néocoloniale, dans laquelle l'ORSTOM tenait une place à part⁷, à une politique d'alignement de l'ORSTOM sur les standards de l'administration de la recherche scientifique ; 2) la montée en puissance des sciences humaines dans le recrutement des chercheur·es, en forte interaction avec la recherche académique et sous la coupe de ses principaux mandarins ; 3) une faible intervention de l'administration dans l'organisation de la recherche, autorisant un certain mixage des équipes et des disciplines initié par les chercheur·es eux-mêmes, et une relative autonomie dans le choix des thèmes et des affectations dès lors que n'était pas remise en question la mission de contribuer à la présence française en Afrique.

⁶ Selon les catégories disciplinaires en usage à l'ORSTOM. Sur la vie scientifique et institutionnelle de ces disciplines durant cette période, voir entre autres les commentaires qui accompagnent la table 1963-1992 des *Cahiers ORSTOM des Sciences humaines* pour le trentenaire de la « revue maison » (Boutillier et Goudineau, 1993).

⁷ En héritage d'une longue histoire de la recherche coloniale française (Bonneuil, 1990). L'ORSTOM, alors dénommé Office de la recherche scientifique coloniale (ORSC), fut le seul organisme public créé sous le régime pétainiste à ne pas être supprimé à la Libération. Pour une histoire administrative de l'ORSTOM de 1943 à 1984, voir Gleizes (1985).

Dans ce contexte, un groupe de chercheurs en sciences sociales travaillant sur les interventions et les politiques de développement en milieu rural⁸ ont progressivement instauré un style de recherche que l'on peut caractériser par trois traits, plus ou moins affirmés selon les équipes, les disciplines et les pays d'affectation : 1) une approche critique et non normative du développement qui considère les rapports entre science, recherche et développement comme relevant de débats légitimes⁹ ; 2) le privilège accordé à la production de données qualitatives ou quantitatives issues d'une présence longue sur le terrain que permettait le financement généreux des séjours sur le terrain ; 3) la mise en réseau interdisciplinaire¹⁰ des données sur les processus de changement des sociétés paysannes locales confrontées à des interventions de développement.

Ces ingrédients contribuèrent à donner aux recherches orstomiennes un « air de famille » identifiable par les non-orstomiens. Ainsi, Michel Izard, ethnologue du CNRS et président de la commission nationale d'anthropologie de cet organisme, écrivait-il :

Il nous est loisible de constater que le mot « paysan » appartient presque en propre aux chercheurs de l'ORSTOM. En plaçant ces lignes sous l'intitulé *Paysans partisans*¹¹, [...] j'ai souhaité rendre hommage à des collègues qui ont su « déprimitiviser » les sociétés africaines en nous rappelant inlassablement qu'elles appartiennent au monde d'aujourd'hui et que cette appartenance détermine dans une très large mesure leur destin. (Izard, 1993 : 61)

Ce commentaire contredit au passage l'image, quelquefois associée aux sciences sociales ruralistes des années 1970-1980 à l'ORSTOM, d'une production en série de monographies ethniques et villageoises non problématisées. Ce type de recherche était d'ailleurs stigmatisée au sein même de l'ORSTOM par le sobriquet de « recherche Pataugas » – ce qui indique qu'il y était aussi malgré tout présent.

De nombreuses publications attestent l'affinité conceptuelle de la production orstomienne de cette période avec le futur agenda apadien¹². Elles témoignaient d'une approche « réaliste » du dispositif de développement comme interface entre « développeurs » et « développés » où « des logiques » et des « stratégies paysannes » se

⁸ J'évalue à une cinquantaine le nombre de sociologues, anthropologues, économistes et géographes concernés par cette approche. Je me risque à citer quelques noms : P. Couty, G. Ancey, C. Robineau, J. Charmes, J.-M. Gastellu, G. Pontié, C. Blanc-Pamard, J.-P. Dozon, C. Aubertin, J.-P. Chauveau...

⁹ Au même titre que les chercheur-es universitaires et académiques travaillant aussi sur le développement. Cet enjeu de légitimité scientifique était d'autant plus sensible que l'ORSTOM a eu jusqu'en 1984 le statut d'EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial) et non d'EPST (établissement public à caractère scientifique et technique), considéré comme plus noble. Significativement, lors des « événements de 1968 » en France, la première « proposition émise dans le comité d'action de la rue Bayard [siège de la direction de l'ORSTOM] » stipulait : « La vocation principale de l'ORSTOM est d'effectuer des recherches fondamentales dans les pays non industriels. »

¹⁰ Les étiquettes disciplinaires des chercheur-es pouvaient changer au cours du temps, plus fréquemment entre anthropologues et sociologues, mais aussi entre anthropologues et économistes avec le développement à l'ORSTOM d'une anthropologie économique empirique (Couty *et al.*, 1985).

¹¹ Titre de sa contribution dans Boutillier et Goudineau (1993).

¹² Pour ne citer que quelques-unes des publications collectives : ORSTOM, 1977 ; ORSTOM, 1979 ; Aubertin *et al.*, 1982 ; Couty *et al.*, 1985 ; ORSTOM, 1986.

confrontent à « la rationalité technique des "développeurs" », produisant des échecs et des effets non attendus. Je renvoie à Chauveau (à paraître) pour une présentation documentée des initiatives collectives qui ont favorisé la maturation d'une « anthropologie du développement au sens large » diversifiée, comme le groupe AMIRA (1975-1988), le réseau constitué autour de l'anthropologie économique durant les années 1960 et 1970¹³ ou le « séminaire interdisciplinaire des sciences humaines » (1978-1982), créé pour « pallier la diversité des zones d'affectation et l'absence d'une base scientifique en France et rompre un double isolement : isolement à l'intérieur même de l'ORSTOM d'une part, vis-à-vis des autres centrales scientifiques et de la sphère des praticiens du développement d'autre part » (Couty *et al.*, 1983 : 2).

Parmi ces publications, je mets en exergue la contribution collective « Histoire de développer » (Aubertin *et al.*, 1982) issue du Séminaire interdisciplinaire des sciences humaines 1980-1981, qui marque un pas de plus dans la théorisation de l'objet de recherche de l'anthropologie du développement à l'ORSTOM¹⁴. Se positionnant en rupture avec la conception normative et « formaliste » du développement, la contribution propose une définition « substantiviste » du développement, considéré comme un « fait social total » qu'il s'agit d'aborder en se départant des prénotions attachées à cette figure centrale de l'idéologie moderniste contemporaine. Reprenant la formule d'Augé (1972) selon laquelle « le seul objet sociologique possible de l'étude d'une action dite de développement, c'est cette action même et ses modalités, l'ensemble complexe formé par les "développeurs" et les "développés" », les auteurs concluent « qu'en bonne logique, il y a développement là où il y a des développeurs ». Le domaine d'investigation de la sociologie du développement le plus spécifique est l'interaction entre « collectifs à développer » et « développeurs » autour de « dispositifs d'intervention visant à réformer des collectifs sociaux selon un plan organisé » (*ibid.* : 302). Les auteurs soulignent la nécessité pour les sociologues du développement de « penser historiquement » le phénomène de développement, non seulement parce que ses modalités peuvent varier selon les « situations de développement » (notamment coloniale et postcoloniale), mais aussi parce qu'il peut constituer, sous d'autres appellations (« mise en valeur », « relèvement », etc.), un dispositif structurant des processus contemporains de changement social

¹³ L'anthropologie du développement et l'anthropologie économique se recouvraient largement dans les années 1960-1970 à l'ORSTOM. Le succès grandissant de l'anthropologie économique chez les économistes fut un apport pour l'anthropologie du développement de l'époque. Ce succès tenait pour partie à une raison institutionnelle : la difficulté pour beaucoup d'économistes de se positionner au sein des sciences sociales de l'ORSTOM. D'un côté, leur pratique de terrain les éloignait de l'économie du développement *mainstream* ; de l'autre, l'institution établissait un clivage fort entre disciplines, notamment entre sociologie et économie. « D'où un certain malaise chez des chercheurs ruralistes très sensibles à la nécessité d'une approche socio-économique pluridisciplinaire, non prévue par l'institution. L'anthropologie économique venait à point nommé pour fournir à ces chercheurs le statut et la couverture scientifiques dont ils avaient besoin » (Couty, 1985 : 17-18).

¹⁴ La partie dont je suis l'auteur comprend la section « Où il est dit que le développement est un objet historique » (pp. 297-305), d'où est tiré l'argumentaire qui suit. Elle a été republiée séparément sous le titre « Pour une sociologie historique du développement » (Chauveau, 1992).

dans les pays en développement (*ibid.* : 305). Six « histoires de développement » dans cinq pays d'Afrique et à Madagascar illustrent la variété des registres et des échelles d'interactions entre « développeurs » et « développés » (d'un projet « clé en main » localisé à la structuration économique d'un « pays rural » autour d'interventions sectorielles...). Elles identifient les décalages entre les objectifs et les moyens assignés aux opérations de développement et leurs résultats réels, et proposent des clés de lecture sociologiques de ces décalages à la lumière des processus de changement sociopolitique englobants. Une « esquisse de programme de recherche » est ensuite proposée à partir de ces cas.

Ces résultats anticipaient largement sur l'agenda de recherche promu quelques années plus tard par l'APAD. Une dynamique interdisciplinaire propre, réunissant un nombre significatif de chercheur-es, avait ainsi réussi à promouvoir un champ de recherche à l'ORSTOM en dépit des effets de dispersion provoqués par la règle administrative des affectations longues des chercheur-es, et sans que cette dynamique ne puisse se consolider dans une ou des équipes dédiées du fait de l'organisation scientifique strictement disciplinaire qui prévalait alors à l'ORSTOM.

Le temps des réformes et l'anthropologie du développement à l'ORSTOM (de la réforme de 1982-1984 au début des années 1990)

La réforme de l'Office de 1982-1984 est la première d'une longue série de réformes dictées par l'alternance au pouvoir de gouvernements de gauche et de droite, l'évolution de la politique de coopération et de son périmètre géographique, le resserrement des contraintes budgétaires et les réaménagements de la recherche publique¹⁵. En totale rupture avec le caractère conservateur et protégé de la gouvernance scientifique des décennies précédentes, ces réformes eurent des conséquences sur le cours des sciences humaines de l'ORSTOM. Je m'en tiens ici aux aspects des réformes en rapport direct avec l'évolution du courant de l'anthropologie du développement et du regard porté par les chercheur-es de l'ORSTOM sur le projet APAD. Ces aspects sont aussi bien de nature scientifique qu'organisationnelle et politique.

La réforme de 1982-1984 : développement, science et politique

Consécutive à l'accession de la gauche au pouvoir en France en 1981, cette réforme affichait la volonté de promouvoir à la fois la vocation développementiste de l'institut et l'excellence scientifique de la recherche. D'un côté, cette vocation « développementiste » de l'ORSTOM dans sa fonction d'instrument de la Coopération française est réaffirmée : « la recherche pour le développement est une recherche de base, finalisée » ; « ses thèmes doivent permettre aux pays et aux peuples de maîtriser leur développement et d'assurer leur indépendance » ; la coopération avec les pays concernés, la valorisation des

¹⁵ De la réforme de 1982 comprise à aujourd'hui, on peut dénombrer sept moments forts de réforme administrative dans les années 1987, 1989, 1995, 1997, 2010 et 2018.

résultats de la recherche et la formation des chercheurs et des acteurs du développement doivent être développées. Cette orientation est entérinée par l'introduction en 1984 du terme « développement » dans le nouveau nom : Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération. L'ancien sigle ORSTOM est néanmoins conservé jusqu'en 1998 pour ne pas heurter trop brutalement les habitudes des partenaires habituels.

D'un autre côté, l'ORSTOM devient en 1984 un EPST (établissement public à caractère scientifique et technique). Des unités de recherche et des départements multidisciplinaires sont créés et un conseil scientifique est chargé d'évaluer les unités et de promouvoir l'interdisciplinarité thématique et méthodologique. Les commissions scientifiques ne conservent de leurs prérogatives anciennes que la mise en œuvre des recrutements, l'évaluation individuelle des chercheur.es et la tâche de veiller à ne pas « minoriser l'approche fondamentale et d'aller vers une recherche trop appliquée » (Ruellan, dans Alaux, 1985)¹⁶.

Un troisième aspect de la réforme, très explicite, est d'ordre politique. La réforme fut en effet élaborée et mise en place dans un contexte très politisé, tant au niveau des tutelles gouvernementales et des nouveaux responsables de l'Office que d'une partie des chercheur.es. On peut la qualifier, avec ses partisans, « d'orientation tiers-mondiste », prônant une « recherche en coopération socialement utile ». Le directeur général revendiquait explicitement « à la fois une légitimité politique et une légitimité scientifique » (Ruellan, dans *Iris*, 1983 : 6). D'autres dispositions à résonance politique eurent des incidences directes sur le cours de l'anthropologie du développement à l'ORSTOM, comme la fin du quasi-monopole de l'Afrique sur les terrains de recherche au profit de l'Amérique latine et de l'Asie et la marginalisation du milieu rural comme domaine d'investigation.

Des conséquences préjudiciables au renforcement de la dynamique de l'anthropologie du développement

Avec l'instauration des unités de recherche et des départements, désormais instances clés de la programmation scientifique, un premier effet de la réforme fut de déstabiliser le réseau interdisciplinaire qui portait jusqu'alors la dynamique endogène de l'anthropologie du développement. Les chercheur.es investi-es dans cette dynamique se positionnèrent de manière pragmatique dans les nouvelles équipes en quête de recrues, permettant ainsi à des recherches en cours ou réalisées en dehors des orientations d'une équipe d'être intégrées *a posteriori*. Par exemple, cinq ans après le début de la réforme, l'équipe Économies en transition intégra à son programme sur « le concept de développement » des programmes de recherche antérieurs sur « l'histoire et la logique des dispositifs de développement » et sur « l'anthropologie des institutions financières de

¹⁶ Une autre mesure symbolique est d'enlever le nom de l'ORSTOM du titre de la revue « maison », *Cahiers des Sciences humaines*, et de la doter d'un comité de rédaction !

développement ». « Autant de thèmes qui paraissent relever de l'anthropologie du développement au sens large du terme », conclut le responsable de l'équipe (Charmes, 1987 : 3-4). Ce bricolage institutionnel a ainsi permis la préservation d'une anthropologie du développement à l'ORSTOM sous le couvert des nouveaux programmes, comme en témoignent un certain nombre de publications collectives. Mais ce fut au prix d'un faible renouvellement des problématiques et d'une animation scientifique défailante, encore affaiblie par la disparition en 1982 du séminaire interdisciplinaire (Chauveau, à paraître).

En outre, la mise en œuvre de « l'esprit de la réforme », qui revendiquait « à la fois une légitimité politique et une légitimité scientifique », déclencha de vigoureux débats au sein des chercheur-es, provoquant le réveil de polémiques anciennes sur le statut scientifique du « développement » comme objet de recherche et sur l'instrumentalisation des sciences sociales dans des conventions de recherche appliquée, fortement recommandées par la direction¹⁷. Les réformes de l'ORSTOM se succédant, les recompositions des équipes de recherche, accompagnées d'une baisse des budgets de recherche et des postes en affectation outre-mer, confirmèrent la remise en question de l'anthropologie du développement à l'ORSTOM.

Enfin, l'hostilité des responsables de département et de certaines équipes de recherche à l'égard de ce champ de recherche exerça un effet néfaste et décisif sur son déclin en cours. Deux raisons semblent avoir motivé cette hostilité dans les années qui précédèrent la création de l'APAD. La première était que, depuis sa création, la vocation « développementiste » faisait partie de l'ADN de l'ORSTOM¹⁸. La problématique d'une anthropologie critique (au sens épistémologique du terme) du développement n'était pas spontanément acceptable par la direction de l'ORSTOM. La réforme de 1982-1984 ne changea pas la donne, même si le modèle de développement qu'elle se proposait de soutenir correspondait maintenant à une version tiers-mondiste.

La seconde raison de l'hostilité des réformateurs à l'égard de l'anthropologie du développement était d'ordre à la fois politique et scientifique. Pressés de promouvoir des thématiques disciplinaires présumées « actuelles » et plus engagées politiquement (sociologie du travail, sociologie politique, sociologie des sciences, intégration des migrants en France...), les responsables scientifiques du département « Conditions d'un développement indépendant », où se retrouvaient la plupart des chercheur-es travaillant en anthropologie du développement, assimilèrent (abusivement) la promotion de l'anthropologie du développement (perçue par ces nouveaux responsables comme passéiste du fait de son ancrage sur les terrains africains et ruraux) à une tentative de l'ériger en une branche disciplinaire spécialisée concurrente en termes de recrutement (Waast et Schlemmer, 1992). Comme on le verra plus bas, même après que la réforme fut

¹⁷ Voir les débats opposant anthropologues et sociologues rapportés dans *Iris*, le bulletin de liaison des sociologues et psychosociologues de l'ORSTOM (*Iris*, 1983, bulletins 1 et 2).

¹⁸ Les disciplines « poids lourds » de l'ORSTOM étaient les disciplines tournées vers l'application des sciences de la nature (pédologie, océanographie, hydrologie, épidémiologie, agronomie de recherche en station...).

enterrée et que d'autres réformes furent mises en œuvre, les mêmes anciens responsables scientifiques continuèrent de stigmatiser l'anthropologie du développement en raison de sa supposée responsabilité dans l'échec de la réforme.

La croisée des chemins entre le temps long de l'ORSTOM et le temps court du projet apadien

Ces différents obstacles intellectuels et institutionnels au renforcement de l'anthropologie du développement au sein des sciences sociales à l'ORSTOM peuvent expliquer l'attrait qu'a pu présenter pour certains orstomiens la connexion avec le « collège invisible préapadien » qui se constituait à partir du milieu des années 1980. Mais la croisée effective des chemins entre le temps long de l'ORSTOM et le temps court du projet apadien ne se fit pas sans difficultés ni sans dommages pour ce champ de recherche à l'ORSTOM.

Les prémices orstomiennes de la co-construction de l'APAD

Ce n'est pas un hasard si c'est au milieu des années 1980, au creux de la production intellectuelle dans le domaine de l'anthropologie du développement à l'ORSTOM et au plus vif de l'agitation provoquée par la mise en œuvre de la réforme, qu'eut lieu la première coproduction entre des chercheurs de l'ORSTOM et le « collège invisible » de « l'anthropologie du développement rural » mobilisé par Olivier de Sardan¹⁹. À son instigation, un trio de sociologues et d'anthropologues orstomiens (Jean-Pierre Dozon, Guy Pontié et moi-même) participa à un stage-séminaire de formation des agents français en Coopération sur le thème « sciences sociales et développement ». L'ouvrage qui en a résulté, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire* (Boiral *et al.*, 1985) est donc le premier résultat concret de l'imbrication de l'anthropologie du développement telle qu'elle était pratiquée à l'ORSTOM et du projet (pré)apadien. Parmi les contributeurs issus de l'ORSTOM, Dozon et Pontié (1985) faisaient le point sur la problématique « développement, sciences sociales et logiques paysannes » en proposant des études de cas. Pour ma part, j'analysais, à partir de deux exemples, sénégalais et ivoirien, les continuités entre les dispositifs d'intervention coloniaux et contemporains à partir de l'approche « substantiviste » et non normative déjà proposée dans Aubertin *et al.* (1982) (Chauveau, 1985).

Toutefois, peu après la publication de cet ouvrage, une autre initiative visant à désenclaver les anthropologues de l'ORSTOM travaillant sur le développement illustra les difficultés à contenir l'hostilité des responsables scientifiques « réformateurs » (nous étions encore dans le sillage de la réforme de 1982-1984) vis-à-vis de l'anthropologie du développement. Il s'agit du colloque de 1986 sur « l'anthropologie face

¹⁹ Il incluait notamment Georg Elwert et Thomas Bierschenk de la Freie Universität Berlin. Olivier de Sardan m'avait fait part en 1986 dans une correspondance de son intérêt à discuter « des moyens d'avoir des modes de réflexion "théorique" [...] qui aient une existence collective-épisodique-informelle-non artificielle-locale ».

aux transformations des sociétés rurales, aux politiques et aux idéologies du développement », dont les actes sont parus sous le titre *Terrains et perspectives* (Geschiere et Schlemmer, 1987). Le colloque était coorganisé par le nouveau département H de l'ORSTOM, « Conditions d'un développement indépendant », où se retrouvaient les chercheur-es de l'ORSTOM les plus impliqués dans l'anthropologie du développement (dont moi-même), et par l'équipe 225 du CNRS (membres de cette équipe, Claude Meillassoux et Jean-Pierre Olivier de Sardan participaient au colloque). Cet événement aurait pu être l'occasion de capitaliser deux décennies d'anthropologie du développement à l'ORSTOM, avec de surcroît le concours de chercheurs réputés du CNRS, et d'Olivier de Sardan en particulier. Bref, de conforter le « collègue invisible » préapadien. Il n'en fut rien et l'une des raisons était la pression mise par le responsable de l'équipe « Autonomie et dépendance » de l'époque dans son « introduction aux débats » pour orienter la discussion sur le thème de la responsabilité des anthropologues vis-à-vis de « la société civile objet de ce développement », dans la lignée militante de la réforme de 1982 (Schlemmer, 1987 : 15). Il apparaissait de nouveau clairement qu'une anthropologie du développement insuffisamment engagée et travaillant trop exclusivement sur les dispositifs de développement ne faisait pas partie des approches que le département souhaitait favoriser²⁰.

L'effet APAD et l'effacement de l'anthropologie du développement à l'ORSTOM

Néanmoins, la collaboration autour de l'ouvrage *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire* (Boiral *et al.*, 1985) avait ouvert de nouvelles perspectives dans une logique associative, en dehors des pesanteurs institutionnelles de l'ORSTOM. L'ouverture en direction du réseau « préapadien » s'élargit ensuite pour en venir à la création de l'APAD. Pour la plupart des orstomiens qui ont participé à l'initiative, l'APAD offrait un espace intellectuel dénué d'enjeux institutionnels. En contraste, en 1991, année de sa création, et deux ans seulement après une nouvelle réforme des départements à l'ORSTOM, était mise en œuvre une évaluation de l'ORSTOM par le Comité national d'évaluation de la recherche, bientôt suivie de l'adoption d'un « projet d'établissement » qui refondait l'institut dans ses fonctions de recherche et de coopération (1994).

L'imbrication de l'histoire longue de l'anthropologie du développement à l'ORSTOM et du temps court du projet apadien en construction basculait alors. L'APAD apparaissait à ces chercheur-es comme un pôle mobilisateur dans ce champ de recherche, sans négliger les programmes menés dans leurs UR, tandis que survenait le crépuscule de l'anthropologie du développement rural à l'ORSTOM. Après la création de l'APAD en 1991, on ne note en effet aucune publication collective originale, sinon des essais de

²⁰ Dans sa contribution, Olivier de Sardan soutenait au contraire que « rendre compte des dérives [des opérations de développement] et en analyser les raisons, telle est peut-être la principale tâche que l'on peut assigner à l'anthropologie et à la sociologie du développement » (Olivier de Sardan, 1987 : 362). Je renvoie à Chauveau (à paraître) pour une analyse événementielle plus complète de ce colloque.

capitalisation de recherches passées (Chauveau, à paraître). Seule exception, émergea un courant dont l'objet est « l'anthropologie de l'économie » elle-même à travers « l'organisation et l'action des institutions spécialisées dans le développement économique et social dans des situations concrètes de communication » (Baré et Couty, 1992 : 8-10). Animé par Jean-François Baré, ce courant restera cependant éloigné de l'APAD, Baré s'élevant contre l'idée que l'anthropologie du développement puisse constituer un domaine de recherche en tant que tel et contre le fait qu'on puisse le considérer comme un de ses représentants (Baré, 2007).

La création de l'APAD suscita peu de réactions immédiates au-delà du cercle des orstomiens actifs dans l'APAD (une dizaine si l'on en juge d'après les participations dans le bulletin de l'APAD)²¹. Ceux-ci initièrent rapidement un partenariat formalisé, ponctuel mais constant, entre l'APAD et l'ORSTOM, à commencer par la participation au financement des premières « journées d'études » de 1991 sur le campus de l'ORSTOM de Montpellier et de la logistique du secrétariat sur ce même campus. À l'opposé, un certain nombre de chercheur-es de l'ORSTOM concernés par les études de développement virent dans le projet apadien une tentative sans intérêt de créer une « spécialisation développementiste » au sein de nos disciplines, au risque de tomber dans l'expertise (Lombard, 1992 ; Baré, 2007).

Les réactions les plus virulentes vinrent toutefois des mêmes anciens responsables scientifiques de la réforme de 1982-1984, vraisemblablement aiguillonnés par l'annonce de la création de l'APAD dans le bulletin interne du nouveau département SUD « Sociétés urbanisation développement » (Chauveau, 1991). Une décennie après la réforme inachevée de 1982, ils renouvelèrent leur stigmatisation de l'anthropologie du développement pour son rôle présumé dans l'échec de cette réforme (Waast et Schlemmer, 1992)²². Un peu plus tard encore, Verlet (1996 : 145), ancien responsable en 1983 d'une unité de recherche sur les évolutions politiques dans les pays du Tiers Monde, fustigera de manière encore plus caricaturale le rôle néfaste de « l'empire de l'anthropologie » sur les études du développement, visant plus particulièrement « certains scientifiques se désignant désormais comme des socio-anthropologues », sans néanmoins citer l'APAD qui connaît alors un vif essor²³.

²¹ Dans le *Dictionnaire des cinquante années de recherche pour le développement* édité en 1994 pour le cinquantenaire de l'ORSTOM, parmi tous les articles consacrés à l'histoire des recherches à l'ORSTOM, le seul article évoquant le champ de recherche de l'anthropologie du développement a pour titre « Opérations de développement ». Il évoque les travaux des années 1970 et 1980 qui « analysent les causes de l'adaptation ou au contraire de la résistance des sociétés rurales aux modèles de développement proposés » !

²² Respectivement directeur du département « Conditions d'un développement indépendant » et responsable de l'équipe « Autonomie et dépendance » au sein de ce département durant la réforme de 1982-1984.

²³ Pour un récit détaillé de cette polémique qui intervint dans le contexte de nouvelles réformes en 1989 et en 1995, voir Chauveau (à paraître).

Conclusion

Ces événements illustrent les péripéties et les conflits d'ordre intellectuel, institutionnel et idéologique dans lesquels l'anthropologie du développement se trouva enrôlée dans la politique des sciences sociales à l'ORSTOM durant les années qui précédèrent et suivirent la création de l'APAD, date à laquelle s'arrête la présente étude. L'intrication des courants orstomiens et non orstomiens au sein de l'APAD se poursuit tout au long des années 1990, mais selon une configuration inversée : ce sera désormais la participation des orstomiens à la dynamique intellectuelle de l'APAD qui leur permettra de réinvestir cette dynamique dans des unités de recherche de l'ORSTOM, par exemple dans les équipes travaillant dans le champ des études médicales et des études foncières. Dès lors, il n'y aura plus lieu de traiter de l'anthropologie du développement comme d'une dimension ou d'un enjeu spécifique aux sciences sociales à l'ORSTOM/IRD. De son côté, l'APAD en assurera la promotion et endossera avec succès son rôle de pôle mobilisateur. Une étude sur les périodes suivantes et contemporaines à partir d'une même approche croisée IRD/APAD s'impose donc pour rendre compte de la suite de l'histoire, avec un partenariat entre l'IRD et l'APAD qui a perduré jusqu'à aujourd'hui, ainsi que de la revitalisation de l'anthropologie du développement qui s'est produite à l'ORSTOM, au moins dans certains champs de recherche²⁴.

Trois enseignements plus généraux se dégagent de ce retour sur la naissance de l'APAD envisagée sous le prisme des recherches orstomiennes en anthropologie du développement.

1) L'enseignement le plus trivial est que la mise en perspective croisée des recherches à l'ORSTOM et du projet apadien confirme que « l'anthropologie du développement a commencé bien avant la fondation de l'APAD » (Bierschenk, 2014) et « qu'une idée déjà en l'air depuis bien des années » (Olivier de Sardan, 1991) s'est concrétisée dans un milieu déjà préparé à conceptualiser le dispositif de développement comme un phénomène caractéristique des formes contemporaines de changement social dans les sociétés paysannes.

2) Le rôle de l'ORSTOM dans l'histoire de l'anthropologie du développement en France mérite plus qu'une simple évocation de circonstance²⁵. Les résultats des recherches orstomiennes de l'époque conservent leur actualité, même si beaucoup d'entre eux sont maintenant entrés dans le savoir commun sur les sociétés paysannes africaines et leurs interactions avec les dispositifs de développement (Lavigne Delville *et al.*, 2019). Fait notable, les acquis de l'époque résultaient de programmes méthodiques, fussent-ils

²⁴ Chauveau (à paraître) n'abordera que certains aspects de ce programme de recherche et sur une période limitée au tournant des années 2000. Ma documentation est disponible à toute recherche sur le sujet.

²⁵ L'investigation mériterait d'être élargie à d'autres institutions ou réseaux. L'apport des réseaux de recherche belges et hollandais à la construction de l'APAD mériterait également une attention particulière.

effectués dans des structures internes informelles, et non de simples avancées éparpillées sur le chemin de l'anthropologie du développement.

3) Même simplement esquissée, l'étude montre l'intérêt de compléter l'inventaire des idées par la prise en compte de leur enclassement institutionnel et professionnel afin de retracer l'histoire d'une dynamique intellectuelle autour d'un objet de recherche (le développement) chargé de tant d'enjeux ; par exemple pour comprendre comment une anthropologie du développement s'est constituée à l'ORSTOM, dans sa phase de maturation la plus innovante, au travers d'actions collectives formelles et informelles ; ou pour expliquer les obstacles, voire l'ostracisme, institutionnels auxquels s'est heurté ce champ de recherche à l'ORSTOM à une certaine époque. Au-delà du « corporatisme pleurnichard » que critique avec raison Olivier de Sardan (1991), ils sont révélateurs des calculs professionnels, des affrontements politiques et des stratégies institutionnelles qui ont conditionné, tout autant que le mouvement des idées, le cheminement tortueux d'un projet intellectuel dans les méandres d'une institution de recherche publique et ses incidences sur le projet APAD lui-même.

Bibliographie

- Alaux J.-P., 1985, « Un entretien avec Alain Ruellan. "Pas de développement sans bases scientifiques" », *Le Monde diplomatique*, novembre 1985, p. 24.
- Aubertin C., Cabanes R., Chauveau J.-P., Pontié G., Robineau C., Couty P., 1982, « Histoire de développer. Six opérations de développement en Afrique noire », *Revue Tiers Monde*, n° 90, pp. 297-344.
- Augé M., 1972, « Sous-développement et développement : terrain d'étude et objets d'action en Afrique francophone », *Africa*, n° 42(3), pp. 205-216.
- Baré J.-F., 2007, « De l'anthropologie au développement et retour », *Revue Tiers Monde*, n° 191, pp. 591-610.
- Baré J.-F., Couty P. (éd.), 1992, *Institutions et pratiques de développement : itinéraires*, Paris, ORSTOM-SUD.
- Bierschenk T., 2008, « Anthropologie et développement. Historiciser et localiser les approches », Discours d'ouverture de la conférence de l'APAD « Développement, libéralisme et modernité : trajectoires pour une anthropologie du changement social », 13-15 décembre 2007, Tervuren, Bruxelles.
- Bierschenk T., 2014, « From the Anthropology of Development to the Anthropology of Global Social Engineering », *Zeitschrift für Ethnologie*, n° 139(1), pp. 73-97.
- Bierschenk T., Blundo G., Jaffré Y., Tidjani Alou M. (éd.), 2007, *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, Marseille, Paris, APAD, Karthala.
- Boiral P., Lanteri J.-F., Olivier de Sardan J.-P. (éd.), 1985, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement*, Paris, Karthala, CIFACE.
- Bonneuil C., 1990, « Des savants pour l'Empire, les origines de l'ORSTOM », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, n° 10, pp. 83-102.

- Boutillier J.-L., Goudineau Y. (éd.), 1993, « Cahiers des sciences humaines : trente ans (1963-1992) », *Cahiers des sciences humaines*, hors série.
- Charmes J., 1987, « Présentation », in « Économies en transition. Secteur informel, développement agricole et macro-économie, anthropologie du développement », *Bulletin de Liaison – ORSTOM, Département H*, n° 9-10, pp. 3-4.
- Chauveau J.-P., 1985, « Mise en valeur coloniale et développement. Perspective historique sur deux exemples ouest-africains », in P. Boiral, J.-F. Lanteri, J.-P. Olivier de Sardan (éd.), *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement*, Paris, Karthala, CIFACE, pp. 143-166.
- Chauveau J.-P., 1991, « Un nouveau réseau euro-africain : l'APAD », *Chroniques du Sud*, n° 5, pp. 175-177.
- Chauveau J.-P., 1992, « Pour une sociologie historique du développement », in J.-F. Baré, P. Couty (éd.), *Institutions et pratiques de développement : itinéraires*, Paris, ORSTOM-SUD, pp. 13-24.
- Chauveau J.-P., à paraître, « Une histoire intellectuelle et institutionnelle de la socio-anthropologie du développement à l'ORSTOM », *Anthropologie & développement*.
- Couty P., 1985, « Rapport Introductif. Trente ans d'anthropologie économique chez les économistes de l'ORSTOM (1954-1984) », in P. Couty, M.-H. Durand, J.-M. Gastellu, P. Phélinas, G. Pontié, C. Robineau (éd.), *Approche anthropologique et recherche économique à l'ORSTOM. Journées d'études des 13 et 15 décembre 1984*, Paris, Éditions de l'ORSTOM, pp. 11-20
- Couty P., Durand M.-H., Gastellu J.-M., Phélinas P., Pontié G., Robineau C. (éd.), 1985, *Approche anthropologique et recherche économique à l'ORSTOM. Journées d'études des 13 et 15 décembre 1984*, Paris, Éditions de l'ORSTOM.
- Couty P., Pontié G., Robineau C. (éd.), 1983, *Le développement : idéologies et pratiques. Actes du séminaire interdisciplinaire de l'ORSTOM (1978-1981)*, Paris, ORSTOM.
- Dozon J.-P., Pontié G., 1985, « Développement, sciences sociales et logiques paysannes en Afrique noire », in P. Boiral, J.-F. Lanteri, J.-P. Olivier de Sardan (éd.), *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement*, Paris, Karthala, CIFACE, pp. 67-80.
- Geschiere P., Schlemmer B. (éd.), 1987, *Terrains et perspectives. Actes du colloque international sur l'anthropologie face aux transformations des sociétés rurales, aux politiques et aux idéologies du développement*, Paris, Éditions de l'ORSTOM.
- Gleizes M., 1985, *Un regard sur l'ORSTOM, 1943-1983*, Paris, Éditions de l'ORSTOM.
- Iris*, 1983, *Bulletin de liaison des sociologues et psychosociologues de l'ORSTOM*, n° 1, avril, n° 2, juin.
- Izard M., 1993, « Paysans partisans. À propos des guerres dans les sociétés burkinabé », *Cahiers des sciences humaines*, hors série, pp. 61-64.
- Lavigne Delville P., Le Meur P.-Y., Ouattara F., 2019, « Interroger le développement », in *Science et développement durable. 75 ans de recherche au Sud*, Marseille, IRD éditions, pp. 46-47.
- Lombard J., 1992, « Histoire et utopie. Pertinence scientifique et utilité des sciences sociales à l'ORSTOM », *Chroniques du Sud*, n° 7, pp. 49-56.
- Olivier de Sardan J.-P., 1985, « Sciences sociales africanistes et faits de développement », in P. Boiral, J.-F. Lanteri, J.-P. Olivier de Sardan (éd.), *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement*, Paris, Karthala, CIFACE, pp. 27-45.

- Olivier de Sardan J.-P., 1987, « Rapports de production, modes d'action économiques et logiques sociales : quelques interrogations », in P. Geschiere, B. Schlemmer (éd.), *Terrains et perspectives. Actes du colloque international sur l'anthropologie face aux transformations des sociétés rurales, aux politiques et aux idéologies du développement*, Paris, Éditions de l'ORSTOM, pp. 361-372.
- Olivier de Sardan J.-P., 1991, « La préhistoire de l'APAD », *Bulletin de l'APAD*, n° 1, pp. 1-2.
- Olivier de Sardan J.-P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Marseille, Paris, APAD, Karthala.
- Olivier de Sardan J.-P., 2007, « De la nouvelle anthropologie du développement à la socio-anthropologie des espaces publics africains », *Revue Tiers Monde*, n° 191, pp. 543-552.
- ORSTOM, 1977, *Essais sur la reproduction de formations sociales dominées (Cameroun, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Sénégal, Madagascar, Polynésie)*, Paris, Éditions de l'ORSTOM.
- ORSTOM, 1979, *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale : logique paysanne et rationalité technique. Actes du colloque de Ouagadougou (4-8 décembre 1978)*, Paris, Éditions de l'ORSTOM.
- ORSTOM, 1986, « Histoire, histoires... Premiers jalons », Équipe Autonomie et dépendance, *Bulletin de liaison – ORSTOM Département H*, n° 3.
- Schlemmer B., 1987, « L'anthropologie face au développement ou le savant face au politique ? Introduction au débat », in P. Geschiere, B. Schlemmer (éd.), *Terrains et perspectives. Actes du colloque international sur l'anthropologie face aux transformations des sociétés rurales, aux politiques et aux idéologies du développement*, Paris, Éditions de l'ORSTOM, pp. 15-22.
- Schmitz J., 1991, « Les cahiers de sciences humaines et l'anthropologie du développement (1980-90) », *Bulletin de l'APAD*, n° 2, <https://journals.openedition.org/apad/372> (consulté le 13 septembre 2021).
- Verlet M., 1996, « Anthropologie et pouvoir : de la science de l'Empire à l'empire de la science », in R. Waast (éd.), *Les sciences hors d'Occident au xx^e siècle. 6. Les sciences au Sud : état des lieux*, Paris, ORSTOM éditions, pp. 137-150.
- Waast R., Schlemmer B., 1992, « Sociologie du développement ? Ou : sociologies, en coopération ? (Réflexions tirées de la réforme faite à l'ORSTOM) », *L'Année sociologique*, vol. 42, pp. 139-165.